

Unité bi-départementale de la Charente-Maritime
et des Deux-Sèvres
ZI de Périgny
Rue Edmé Mariotte
17180 Périgny

Périgny, le 10 mars 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BÉTON CONTRÔLE DE L'ESTUAIRE

Gâte Bien
17600 Sablonceaux

Références : 0007206233/2026/154

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/02/2026 dans l'établissement BÉTON CONTRÔLE DE L'ESTUAIRE implanté Gâte Bien 17600 Sablonceaux. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BÉTON CONTRÔLE DE L'ESTUAIRE
- Gâte Bien 17600 Sablonceaux
- Code AIOT : 0007206233
- Régime : Déclaration
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement est une centrale à béton, qui relève du régime de la déclaration ICPE.

Contexte de l'inspection :

- Plainte

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Rejets dans les eaux souterraines	Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 5.8, 5.7 et 5.11	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
3	Consommation d'eau	Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 5.4	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
4	Gestion des déchets	Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 5.3, 5.8, 7.1, 7.3 et 1.5	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 24/02/2026, article R.511-9	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit mettre en place des mesures pour renforcer le contrôle de la qualité des eaux rejetées, optimiser le suivi de la consommation d'eau et améliorer la gestion des déchets de l'installation. Les plans d'action détaillés, accompagnés des échéances correspondantes, doivent être transmis à l'Inspection dans un délai de trois mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/02/2026, article R.511-9
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La colonne " A " de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>Rubrique 2518. Installation de production de béton prêt à l'emploi équipée d'un dispositif d'alimentation en liants hydrauliques mécanisé, à l'exclusion des installations visées par la rubrique 2522</p> <p>La capacité de malaxage étant :</p> <p>a) Supérieure à 3 m³ (E)</p> <p>b) Inférieure ou égale à 3 m³ (D)</p> <p>Ces activités ne donnent pas lieu à classement sous la rubrique 2515.</p>

Constats :

Une déclaration initiale a été reçue à la préfecture le 20 juillet 2004.

La situation administrative a été actée par un récépissé de déclaration du 24 août 2004, modifiée par une prise d'acte d'antériorité du 4 mai 2012 pour la rubrique ICPE 2518-b et une capacité de malaxage de 1,25 m³. L'installation est soumise au régime déclaratif.

Tel que mentionné dans la prise d'acte d'antériorité du 4 mai 2012, l'installation doit être conforme à l'arrêté ministériel du 26 novembre 2011 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de fabrication de béton prêt à l'emploi, soumises à déclaration sous la rubrique n° 2518 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

La situation administrative de l'installation est régulière. Le cadre réglementaire a été rappelé lors de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Rejets dans les eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 5.8, 5.7 et 5.11

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets dans les eaux souterraines

Prescription contrôlée :**5.8. Interdiction des rejets en nappe**

Le rejet direct ou indirect d'eaux susceptibles d'être polluées dans une nappe souterraine est interdit.

5.7. Valeurs limites de rejet

Sans préjudice de l'autorisation de déversement dans le réseau public (art. L. 1331-10 du code de la santé publique), les rejets d'eaux résiduaires font l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents :

a) Dans tous les cas, avant rejet au milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif :
pH : 5,5 - 9,5.

Température : < 30 °C. [...]

c) Dans le cas de rejet dans le milieu naturel (ou dans un réseau d'assainissement collectif dépourvu de station d'épuration) : matières en suspension : la concentration ne dépasse pas 100 mg/l si le flux journalier n'excède pas 15 kg/j, 35 mg/l au-delà.

Dans tous les cas, les rejets sont compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau.

d) Polluants spécifiques : avant rejet dans le milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif urbain :

Chrome total : < 0,1 mg/l.

Chrome hexavalent : < 0,05 mg/l.

Hydrocarbures totaux : < 10 mg/l.

Les valeurs limites fixées aux points a à d sont à respecter en moyenne quotidienne. Aucune valeur instantanée ne doit dépasser le double des valeurs limites de concentration.

5.11. Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée

Une mesure des concentrations des différents polluants visés au point 5-7 est effectuée, par un organisme agréé par le ministre de l'environnement, selon les modalités suivantes :

PARAMÈTRES	FRÉQUENCE
Température pH Matières en suspension totales Chrome hexavalent Hydrocarbures totaux	[...] Si rejets dans le milieu naturel La fréquence des prélèvements et analyses est semestrielle. Si, à l'issue de deux campagnes semestrielles de mesures consécutives, les résultats des analyses sont inférieurs aux valeurs prévues au point 5-7, les prélèvements et analyses sont effectués au moins tous les trois ans (contrôle trisannuel). Si pour un des paramètres ci-contre, le résultat de l'analyse est supérieur ou égal à la valeur limite autorisée, la fréquence des prélèvements et analyses pour ce paramètre est de nouveau semestrielle. Le contrôle redevient trisannuel dans les mêmes conditions que celles indiquées à l'alinéa précédent.

Ces mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement de l'installation et constitué, soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure.

Nonobstant les dispositions du point 1-4, les documents relatifs aux deux dernières campagnes de mesures sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Des eaux pluviales qui ruissellent sur la voirie interne sont dirigées vers un bassin d'infiltration des eaux au sud-ouest du site. L'inspection constate que les eaux de ce bassin débordent sur le terrain voisin. En outre, les eaux pluviales sont susceptibles d'être polluées et sont indirectement rejetées dans les eaux souterraines.

Non conformité : Des eaux résiduaires du site sont rejetées sur le terrain voisin et sont rejetées dans le milieu naturel. Les campagnes de mesures permettant de vérifier le respect des valeurs limites d'émission (VLE) prévues à l'article 5.7 précité ne sont pas réalisées.

Non conformité : La fréquence de mesure semestrielle n'est pas respectée et les résultats ne sont pas tenus à la disposition de l'inspection des installations classées tel que prévu par l'article 5.11 précité.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de :

- si nécessaire traiter les eaux résiduaires et en cas de rejet vers le milieu naturel, réaliser des mesures sur les rejets à une fréquence au moins semestrielle par un organisme agréé par le ministère de l'environnement tel que prévu aux articles 5.7 et 5.11 de l'arrêté précité. Les documents relatifs aux deux dernières campagnes de mesures doivent être conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
- mettre en œuvre des mesures permettant d'éviter tout débordement des eaux susceptibles d'être polluées sur les parcelles voisines. Transmettre à l'inspection, sous un délai de 3 mois, le plan d'action et les délais associés.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 5.4
Thème(s) : Risques chroniques, Consommation d'eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>5.4. Consommation</p> <p>Toutes dispositions sont prises pour limiter la consommation d'eau. Les eaux industrielles (effluents liquides résultant du fonctionnement et du nettoyage des installations de production) sont recyclées en fabrication. Le recyclage des autres effluents liquides est privilégié, notamment pour les eaux pluviales.</p> <p>La quantité maximale d'eau consommée par mètre cube de béton prêt à l'emploi fabriqué est au plus de 350 l/m³, en moyenne mensuelle, à l'exclusion de l'eau utilisée pour l'arrosage des pistes ou des espaces verts.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées la justification du respect de ce ratio.</p> <p>Lorsque la consommation totale d'eau excède 10 000 m³/an, l'exploitant communique à l'inspection des installations classées au cours du premier trimestre, la quantité totale consommée au cours de l'année précédente.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courriel du 26 février 2026, l'exploitant a transmis son bilan de consommation d'eau de l'année 2025 et mentionne notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 44 m³ d'eau de ville ; - 13 570 m³ d'eau de forage ; - 41 945 m³ de béton produit et une consommation totale par mois de 325 L. <p>Non conformité : La consommation totale d'eau excède 10 000 m³/an et l'exploitant ne communique pas à l'inspection des installations classées au cours du premier trimestre, la quantité totale consommée au cours de l'année précédente, tel que prescrit à l'article 5.4 précité.</p> <p>Non conformité : La quantité maximale d'eau consommée par mètre cube de béton prêt à l'emploi fabriqué est estimée en moyenne annuelle et non en moyenne mensuelle tel que prescrit par l'article 5.4 précité.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - communiquer à l'inspection des installations classées au cours du premier trimestre, la quantité totale consommée au cours de l'année précédente, lorsque la consommation totale d'eau excède 10 000 m³/an - tenir à la disposition de l'inspection des installations classées la justification du respect du ratio de 350 l consommés par m³ de béton prêt à l'emploi fabriqué, en moyenne mensuelle.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2011, articles 2.10, 5.3, 5.8, 7.1, 7.3 et 1.5
Thème(s) : Risques chroniques, Remontées de nappe sur le site et gestion des déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>2.10. Isolement du réseau de collecte</p> <p>Des dispositions sont prises pour qu'il ne puisse pas y avoir de déversement de matières dangereuses dans les égouts publics ou le milieu naturel.</p> <p>5.8. Interdiction des rejets en nappe</p> <p>Le rejet direct ou indirect d'eaux susceptibles d'être polluées dans une nappe souterraine est interdit.</p> <p>7.1. Récupération - recyclage - élimination</p> <p>Toutes dispositions doivent être prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles.</p> <p>L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.</p> <p>7.3. Stockage des déchets</p> <p>Les déchets produits par l'installation sont stockés dans des conditions prévenant les risques de pollution (notamment la prévention des envols, des ruissellements, des infiltrations dans le sol, des odeurs, etc.).</p> <p>La quantité de déchets stockés sur le site ne dépasse pas la capacité mensuelle produite ou, en cas de traitement externe, un lot normal d'expédition vers l'installation d'élimination.</p> <p>1.5. Déclaration d'accident ou de pollution accidentelle</p> <p>L'exploitant d'une installation est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courriel du 22 février 2018, l'exploitant s'est engagé à réaliser 3 bacs de décantation suite à la précédente visite d'inspection du 22 février 2018. Ces bacs de décantation ont bien été mis en œuvre.</p> <p>Par courriel du 25 février 2026, l'exploitant a transmis les factures justifiant l'élimination des boues (déchets produits par l'installation) vers une installation régulièrement autorisée.</p>

Le jour de la visite, les 3 bacs de décantation sont remplis d'eau et n'assurent pas correctement leur fonction.

L'exploitant confirme qu'il rencontre des difficultés pour sécher les boues (déchets produits par l'installation) et il précise qu'il rencontre des difficultés pour évacuer les boues qui sont trop liquides.

Par ailleurs, l'Inspection rappelle que :

- les déchets produits par l'installation doivent être stockés dans des conditions prévenant les risques de pollution, notamment vers les nappes souterraines et vers les parcelles voisines du site ;
- l'exploitant doit signaler dans les meilleurs délais à l'Inspection tout incident ou accident, notamment toute pollution des nappes souterraines ou des parcelles voisines, tel que prévu à l'article 1.5 de l'arrêté précité. Le cas échéant, une analyse des causes et les actions mises en œuvre doit être justifiées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant :

- d'établir un plan d'action pour permettre, notamment lors des fortes pluies ou lors des remontées de nappes souterraines, de contenir les boues de décantation dans les bacs prévus à cet effet.
- de transmettre à l'inspection, sous un délai de 3 mois, le plan d'action et les délais associés.

L'inspection rappelle que ces boues ne doivent pas migrer sur les voies internes et à l'extérieur du site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois